

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 13/05/2022

Reçu en préfecture le 13/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_71-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 9 mai 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **13 mai 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le neuf mai à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 mai 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 29

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la communication n° D.42-COM2), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 4

Patrick **DENISE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**

Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**

Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**

Corinne **CHOUQUET** donne pouvoir à Laurent **GILLE** (absente à partir de la délibération n°D.58)

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 9 mai 2022

2022.05/71

PRÉVENTION – CRÉATION DU CONSEIL POUR LES DROITS ET DEVOIRS DES FAMILLES - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST – Maire – La ville de Montivilliers, dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance entend agir de manière transversale, coordonnée et concertée pour apporter des réponses claires et efficaces en matière de prévention de la délinquance et de lutte contre la récidive, de cadre de vie et de tranquillité publique pour une ville en harmonie.

A ce titre, sur l'année 2021 et le premier trimestre de cette année, les outils mis à disposition de Monsieur le Maire tels que le rappel à l'ordre, la transaction, le travail d'intérêt général ont été déployés et déjà mis en œuvre pour certains.

Par la création du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (C.D.D.F.), la ville de Montivilliers souhaite aujourd'hui formaliser un cadre de travail déjà existant, renforcer le travail de prévention, de proximité et de soutien à la parentalité.

Le C.D.D.F mis en place à l'initiative du Maire, s'inscrit dans le cadre des outils de prévention et de soutien à la parentalité institués par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.

Il est un dispositif d'aide à la parentalité fondé sur l'action sociale et éducative, piloté par le Maire.

Il s'agit :

- D'une instance consultative ;
- D'une enceinte de concertation ;
- D'un lieu d'écoute pour les familles ayant des difficultés à exercer leur autorité parentale ;
- D'un lieu où chacun doit assumer ses devoirs et réapprendre ses droits ;
- D'un lieu où le Maire peut réaffirmer la valeur de la Loi Républicaine et où les familles peuvent réapprendre le vivre-ensemble civique ;
- D'une instance de proximité d'aide à la parentalité et de prévention de la délinquance.

➤ Le C.D.D.F. s'adresse aux parents de mineurs en difficultés.

C'est une instance de dialogue et d'écoute qui prolonge les actions de soutien à la fonction parentale déjà réalisées par la commune, en s'inscrivant dans un objectif de diversification et de graduation des mesures d'aide à la parentalité développées en amont de la protection de l'enfance, qu'elles soient administratives ou judiciaires.

Considérant que le C.D.D.F. peut être saisi chaque fois que la situation d'une famille est préoccupante et/ou sur le point de s'aggraver, risquant de troubler l'ordre, la tranquillité ou la sécurité publique.

Il peut également être saisi chaque fois que le comportement d'un enfant entraîne des troubles, à l'ordre, la tranquillité ou la sécurité publique.

Le Maire convoque la famille et le mineur afin de proposer des mesures adaptées à chaque situation, et notamment :

1. Concarter en amont entre les professionnels qui agissent avec les parents et leurs enfants.
2. Écouter les parents et leur faire prendre conscience : la rencontre des parents est essentielle à la compréhension de la problématique familiale.
3. Informer et conseiller la famille.
4. Prendre des décisions adaptées et graduées.

Ces mesures d'aide à l'exercice de la fonction parentale sont examinées avec la famille et mises en œuvre, sous réserve de son accord et à condition qu'aucune mesure d'assistance éducative et/ou judiciaire ne soit en cours d'exécution.

Le Maire et ses services peuvent saisir le Président du Conseil Départemental dans les cas sensibles. Si la situation de la famille est de nature à compromettre l'éducation des enfants, la stabilité familiale et qu'elle a des conséquences pour la tranquillité et la sécurité publiques.

Le Maire et ses services peuvent saisir le Juge des enfants pour une mesure d'aide à la gestion du budget familial. Lorsque les prestations sociales ne sont pas utilisées par les parents pour les besoins élémentaires de l'enfant ou que l'accompagnement en économie sociale et familiale n'apparaît pas suffisant pour rétablir une gestion autonome des prestations.

Que les préconisations d'un C.D.D.F., doivent être limitées dans le temps pour être efficaces.

Que les informations échangées dans le cadre des groupes de travail et d'échange d'informations sont protégées au titre du secret professionnel, dans les conditions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal sous réserve des dérogations prévues expressément par la loi permettant le partage de ces informations.

- Le C.D.D.F. est créé à l'initiative du Maire.

Le Conseil Municipal en approuve le principe et en définit la composition,

Il est présidé par le Maire ou son représentant,

Il comprend des représentants des services de l'Etat (Préfet ou un membre du corps préfectoral, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ou son représentant, Directeur académique des services de l'éducation nationale ou son représentant), des représentants désignés par le Maire et le Conseil Municipal, des représentants du Conseil départemental désignés par le Président au titre de leur compétence en matière d'action sociale et de protection de l'enfance et de la famille, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, des professionnels œuvrant dans le champ de l'action sanitaire et éducative, de la prévention de la délinquance de l'insertion ainsi que toute personne qualifiée issue de la société civile.

Ces mêmes membres composent le collège du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et sont identifiés par arrêtés municipaux :

- Arrêté n° M_A21_1ESPCV – Arrêté fixant la composition de l'Assemblée plénière du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,
- Arrêté n° M_A21_2ESPCV - Arrêté fixant la composition restreint du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance;

VU le décret du 2 mai 2007 fixant la liste des représentants de l'Etat pouvant participer au CDDF ;

VU la circulaire du 9 mai 2007 relative à l'application des articles 8 à 10 de la loi relative à la prévention de la délinquance ;

VU la loi n°2011 – 267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2013-108 du 31 janvier 2013, tendant à abroger la loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire judiciaire ;

VU le décret n° 2014-1376 du 18 novembre 2014, relatif à la prévention de l'absentéisme scolaire ;

VU La circulaire interministérielle n°2014-159 du 24 décembre 2014, relative à la prévention de l'absentéisme scolaire ;

CONSIDÉRANT :

- Que l'intérêt d'informer des familles et de prévenir des comportements susceptibles de mettre leurs enfants en danger ;
- Que la situation de certaines familles nécessite un accompagnement parental ;

Sa commission municipale n°4, Vie associative et sportive réunie le 3 mai 2022, consultée;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'autoriser la création du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles pour la ville de Montivilliers.
- D'approuver la composition de ce Conseil comprenant :
 - Des représentants des services de l'Etat,
 - Des représentants des collectivités territoriales,
 - Des personnes œuvrant dans les domaines de l'action sociale, sanitaire et éducative de l'insertion et de la prévention de la délinquance.
- D'autoriser M. le Maire ou son délégataire à signer tous les actes ou conventionnements relevant du suivi et de l'accompagnement des mineurs et de leurs familles

Envoyé en préfecture le 13/05/2022

Reçu en préfecture le 13/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_71-DE

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.